



Stratégies visant à renforcer les capacités des organisations de la diaspora et de migrants au profit du développement

Par Chukwu-Emeka Chikezie
AFFORD (African Foundation for Development), Royaume Uni

Introduction

Ce document de travail aborde la question suivante : de quelles manières les diasporas et les migrants interviennent-ils déjà dans des activités qui influencent les résultats du développement dans leur région d'origine ? Comment le renforcement des capacités peut-il les aider à apporter une valeur ajoutée à ce qu'ils font déjà et à explorer de nouveaux domaines ? Et qui peut ou devrait leur apporter ce soutien ? ¹

La formulation de la question est délibérée. Elle se fonde sur le principe que les diasporas et les migrants jouent un rôle actif dans toute une série d'activités qui ont un impact sur le développement et présentent un potentiel en la matière. Il est donc plus constructif de prendre comme point de départ ce qui existe déjà au lieu de partir d'un modèle insatisfaisant, axé sur ce qui serait prétendument absent ou inadéquat. Cependant, il ne s'agit pas de jeter un regard non critique sur les activités et les efforts de la diaspora et des migrants sur le plan du développement.

Ce document donnera un aperçu des grandes questions qui président à la perception actuelle du développement, c'est-à-dire des définitions, des méthodes et des succès.

¹L'auteur remercie les lecteurs du premier projet pour leurs commentaires, qui ont considérablement enrichi cette version ultérieure. Cependant, seul l'auteur est responsable des erreurs et omissions quelles qu'elles soient.

Le prochain chapitre abordera les définitions et la question de la dynamique du pouvoir. Le chapitre suivant envisage les modes d'intervention des diasporas et des migrants dans le développement. Le chapitre qui suit met en exergue des méthodes et des points de vue et les illustre par des exemples concrets. Puis, le document évalue quelques facteurs de succès et ensuite quelques défis. Il se termine par plusieurs recommandations et questions essentielles.

Présentation générale de la question

Les définitions nous aident à structurer cette discussion et nous devons d'abord nous pencher sur ce point. En effet, nous ne pouvons partir du principe que tout le monde comprend de la même façon des termes tels que renforcement des capacités, diaspora/migrant ou développement. Les définitions, les significations, les utilisations et les interprétations du terme « renforcement des capacités » abondent.

• Développement

Nous empruntons la définition de Amartya Sen qui considère le « développement comme une liberté ».² Par liberté, il faut entendre notamment les libertés économiques, politiques et sociales, ainsi que la liberté des gens de choisir la façon dont ils interagissent les uns avec les autres de manière ouverte et transparente, et les protections contre l'abjection de la pauvreté. L'expansion de ces libertés représente à la fois la finalité première du développement et les moyens de ce développement. Selon Sen, le développement est le processus qui consiste à éliminer les différentes formes d'absence de liberté et à renforcer les capacités des gens à « mener le type de vie qu'ils apprécient. »

• Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est envisagé ici à la fois comme un moyen d'atteindre des résultats spécifiques, souhaitables sur le plan du développement, et comme une fin en soi parce qu'il met les individus (et les peuples) en mesure de réaliser leur plein potentiel. D'une manière générale, le renforcement des capacités opère aux niveaux individuel, organisationnel ou institutionnel (ce dernier niveau est parfois appelé environnement porteur) et tous sont à prendre en considération dans notre discussion présente. Plusieurs commentateurs mettent en avant le caractère peu systématique des efforts en matière de renforcement des capacités et le manque d'évaluations relatives à ce qui produit effectivement des résultats utiles.³

• Diaspora

Pour les besoins de ce document, nous utilisons le terme diaspora pour nous référer à « des personnes originaires d'un pays, vivant en dehors de ce pays indépendamment de leur citoyenneté ou de leur nationalité, qui, individuellement ou collectivement, sont désireuses de contribuer au développement de ce pays ou pourraient souhaiter y contribuer. Cette définition

² Sen, Amartya (1999) *Development as Freedom*, Oxford: Oxford University Press.

³ Par exemple, « une évaluation du renforcement des capacités est absolument essentielle pour garantir la qualité, bien que... la pratique soit peu répandue. » http://www.allianceonline.org/publications/evaluation_of_capacity.page.

couvre aussi les descendants de ces individus. »⁴ Les migrants sont des « non-citoyens » qui ne sont pas nés dans le pays d'accueil, un pays où ils se sont souvent installés mais exclusivement dans le but d'y travailler, et dans lequel ils peuvent ou non avoir l'intention de s'établir de façon permanente.

Les diasporas et les migrants en arrivent à s'intéresser au développement d'une manière très différente de celle d'autres acteurs tels que les organisations bilatérales ou multilatérales, les ONG, etc.

Bien qu'il soit essentiel de garder à l'esprit les méthodes hétérogènes utilisées par les groupes de la diaspora et les migrants en matière de développement, pour beaucoup et probablement pour la majorité d'entre eux, leurs initiatives de « développement » se rapprochent davantage dans leur esprit de l'auto-assistance : un mélange d'obligations, d'intérêt personnel et de civisme. C'est dans ce sens que nous rejoignons Orozco quand il affirme que les associations de migrants ne sont pas par nature axées sur le développement⁵ compris dans le sens de mise en œuvre de programmes de développement formels. Ce qui compte, c'est moins leur orientation (ou plutôt leurs motivations) que les résultats de leurs activités. Néanmoins, il a été démontré qu'il existe une identité de vues entre les intervenants du développement et la diaspora / les migrants en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement du millénaire (ODM)⁶.

Au lieu de supposer que le développement nécessite un ensemble figé de pratiques et de croyances auxquelles les acteurs de la diaspora et les migrants doivent adhérer et dont ils doivent être informés, ce document préconise de commencer par convenir de certains résultats souhaitables et d'évaluer dans quelle mesure les pratiques actuelles des diasporas et des migrants ont réellement un impact⁷.

À l'heure actuelle, ce sont principalement les intervenants traditionnels du développement qui définissent les termes du discours relatif à l'engagement de la diaspora et des migrants dans des

⁴ Le seul objectif de cette définition est de servir de définition de travail commune au cours de cette session et pendant la session 2.4 des réunions gouvernementales. Étant donné que le Forum mondial sur la migration et le développement est un processus informel non contraignant, cette définition n'implique aucun engagement de la part des gouvernements et des organisations qui participent à une session, pas plus qu'elle ne remplace la terminologie habituelle qu'ils utilisent peut-être dans leurs activités courantes. De plus, parallèlement à l'élément central de la première réunion du Forum mondial sur la migration et le développement, il faut considérer cette définition comme globale et s'inscrivant dans le contexte de la migration et du développement.

⁵ Orozco, Manuel (2003) *Hometown Associations and their Present and Future Partnerships: New Development Opportunities?* Rapport préparé à la demande de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Washington, DC : Dialogue interaméricain, septembre.

⁶ Ndofo-Tah, Carolyne (2000) *Diaspora and development: Contributions by African organisations in the UK to Africa's development*. Un rapport préparé à la demande d'AFFORD et faisant partie du projet Africa21, « Target Africa 2015: development awareness, networking and lifelong learning among African organisations in London ». Septembre. <http://www.afford-uk.org/resources/download/>.

⁷ De Haas, Hein (2006) *Engaging Diasporas: How governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries*. Une étude réalisée pour Oxfam Novib. International Migration Institute, James Martin 21st Century School, University of Oxford, juin.

activités de développement. Il y a toutefois une cassure entre les attentes et postulats du secteur du développement et les capacités et motivations existantes de la diaspora et des migrants. En règle générale, lorsque les acteurs formels du développement reconnaissent la valeur des contributions potentielles des diasporas et des migrants au développement, ils le font en se fondant surtout sur les ressources, c'est-à-dire le volume des fonds transférés. Ces acteurs ont tendance à sous-estimer les compétences, les connaissances et le potentiel d'organisation des diasporas.

Ce manque de reconnaissance pourrait amener les groupes de la diaspora et les migrants à considérer les intervenants traditionnels du développement avec un mélange de scepticisme et de méfiance. Nombre de ces groupes ont une expérience de l'assimilation et des agendas imposés, ou encore que certains leur dictent leur conduite ou 'expriments à leur place. De leur côté, les intervenants traditionnels, outre le fait qu'ils mettent en doute les qualifications réelles des diasporas et des migrants en matière de développement, se méfient aussi de leurs allégeances politiques et de leurs agendas, de leur manque de sensibilité par rapport aux questions de genre, de leur apparente propension à attiser les conflits dans leur région d'origine et parfois de leur tendance à l'élitisme et de leur désir de statut dans leur pays d'origine⁸.

Le lancement du Forum mondial sur la migration et le développement donne à tous les acteurs - gouvernementaux et non-gouvernementaux – une occasion unique et un cadre leur permettant de s'engager dans un dialogue constructif à propos de la manière et des conditions dans lesquelles ils peuvent collaborer. Et ce, afin de mobiliser leurs capacités respectives dans le but de parvenir à un changement positif et durable dans les mondes développés et en développement. Mais ce qui est essentiel, c'est le respect de la diversité, une bonne dose d'humilité à tous les égards et une prise de conscience de ceux qui détiennent le pouvoir de définir les termes de ce discours sur le développement, combinés à un engagement en faveur d'un véritable dialogue.

En résumé, nous examinons comment les diasporas et les migrants peuvent se soutenir eux-mêmes et se faire soutenir par d'autres de manières très diverses pour pouvoir réaliser au mieux leur désir de faire la différence dans la vie des gens de leur région d'origine ou de la région qui les intéresse. Le renforcement des capacités, à la fois en tant que moyen et que fin en soi, peut avoir un impact sur les individus, les organisations (et réseaux) et les institutions.

Activités des diasporas et des migrants au profit du développement

Les organisations de la diaspora / de migrants se caractérisent par une diversité considérable de formes et de centres d'intérêt. Le cadre ci-dessous illustre ce point (les rôles ne s'excluent pas nécessairement l'un l'autre et ils se recoupent dans de nombreux cas).

⁸ Voir Chikezie, Chukwu-Emeka et Thakrar, Bala (2005). Framework for DFID-Diaspora Engagement: A report for DFID for more discussion on some mainstream development professionals' views on engaging with diasporas around development agendas.

Cadre 2 : Typologie des acteurs de la diaspora

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Individu• Association de migrants de la même ville/du même pays• Association ethnique• Association d'anciens élèves• Association religieuse• Association professionnelle• ONG de développement• Groupe/société d'investissement• Groupe politique• Groupe de développement national | <ul style="list-style-type: none">• Groupe de protection sociale /de réfugiés• Organisme de coordination• École complémentaire• Organisation virtuelle• Groupe de réflexion/recherche• Groupe artistique/culturel• Groupe de femmes• Centre d'éducation au développement• Fournisseur de services• Groupe de jeunes |
|--|--|

Le géographe Giles Mohan⁹ affirme qu'il faut envisager trois aspects interdépendants de l'engagement des diasporas dans le monde. Le premier aspect est le *développement au sein de la diaspora*, c'est-à-dire les circonstances dans lesquelles les communautés de la diaspora opèrent dans le pays d'accueil : emploi, logement, protection sociale, etc. Le second est le *développement par l'intermédiaire de la diaspora* : les manières dont les réseaux d'une diaspora dispersés dans le monde se soutiennent mutuellement, pratiquent le commerce, etc. Le troisième est le *développement par la diaspora* : le soutien que des communautés de la diaspora apportent aux communautés ancestrales d'origine, par des envois de fonds, du lobbying, etc.

Ces trois dimensions se combinent pour former un ensemble intégré qui reflète la manière dont les communautés de migrants et de la diaspora envisagent réellement le développement.

Le tableau ci-dessous met en évidence certaines des opportunités de renforcement des capacités ouvertes par les activités de la diaspora et des migrants.

⁹ Mohan, Giles (2002) 'Diaspora and Development', dans Robinson, J (éd.) Displacement and Development, Oxford University Press: Oxford en association avec la Open University: Milton Keynes.

Tableau 1 : Opportunités de renforcement des capacités ouvertes par les activités de la diaspora et des migrants¹⁰

Activités de développement	Au sein de la diaspora	Par l'intermédiaire de la diaspora	Par la diaspora
Envoi de fonds aux familles	<p>Améliorer et élargir l'accès des migrants et de leurs familles aux institutions financières</p> <p>Valider les qualifications et offrir des possibilités d'accéder à des emplois en rapport avec les compétences et l'expérience</p> <p>Formation financière</p> <p>Encourager la concurrence afin de réduire les frais de transfert</p> <p>Accorder une attention particulière aux questions de genre et au fait qu'il est fréquent que les femmes de la diaspora et les migrantes subissent davantage de pression pour envoyer des fonds dans leur pays, alors que leur situation financière est peut-être plus précaire.</p> <p>Créer des programmes de migration temporaire afin de faciliter la migration circulaire</p>	<p>Intermédiation financière</p> <p>Institutions de microfinance</p>	<p>Un fardeau réglementaire minimal afin de permettre aux organismes de transferts monétaires détenus par la diaspora (par ex. Thamel.com) d'opérer sur la base de règles du jeu égales pour tous les acteurs et de tirer parti de leur capacité concurrentielle</p> <p>Des initiatives politiques pour améliorer et élargir l'accès des migrants et de leur famille aux institutions financières et favoriser les effets multiplicateurs des fonds transférés</p> <p>Le soutien des activités des entrepreneurs qui reçoivent des fonds. Veiller à ce que les femmes bénéficient d'un soutien ciblé</p>
Consommation de biens et de services	Soutenir les entreprises appartenant à des migrants et à la diaspora qui fournissent des	Offre de marchandises du pays d'origine	Développement des petites entreprises. Soutenir l'accès aux marchés d'exportation

¹⁰ Adapté avec l'autorisation de Orozco, Manuel. (Sans date) "Diasporas and Development: Issues and Impediments." Dans Jennifer M. Brinkerhoff, éd. *Diasporas and International Development: Exploring the Potential*. Manuscrit de livre en cours.

	<p>marchandises du pays d'origine</p> <p>Des systèmes réglementaires qui n'imposent pas de restrictions inutilement lourdes à l'importation de denrées alimentaires</p> <p>Liberté de mouvement</p> <p>Promotion d'événements tels que PANAFEST au Ghana afin d'encourager le tourisme de la diaspora</p> <p>Recourir à des politiques d'approvisionnement afin de soutenir les petites et moyennes entreprises locales appartenant à des minorités</p>		
Investissement de capitaux	<p>Services de banque et de crédit – accès à des services de crédit transférable et à des services bancaires intégrés</p> <p>Services de promotion des investissements</p> <p>Liberté de circulation grâce à la régularisation du statut de séjour</p>	Encouragement et soutien des réseaux mondiaux d'entreprises	<p>Respect des droits de propriété (y compris en ce qui concerne la dimension de genre)</p> <p>Droit à la double nationalité</p> <p>Soutien des partenariats entre entrepreneurs nationaux et entrepreneurs de la diaspora</p> <p>Réformes du climat d'investissement (par ex. en réduisant les barrières administratives pour les entreprises, en supprimant la bureaucratie, en éliminant la corruption)</p>

<p>Dons en espèces et en nature, partage des compétences et influence politique par le biais des associations locales et autres</p>	<p>Constitution d'organismes de coordination et de réseaux de la diaspora / de migrants</p> <p>Financement, formation – gestion, plaidoyer, avec un impact sur le changement</p> <p>Différencier le soutien en fonction du genre pour que la place importante accordée aux groupes de femmes ne soit pas perdue</p> <p>Autoriser un allègement fiscal sur les transferts de fonds collectifs et sur les dons destinés au développement international</p>	<p>Identification du projet ; mise en réseau</p>	<p>Soutien des communautés du pays d'origine afin qu'elles mènent à bien les programmes de développement de la diaspora et des migrants</p> <p>Autoriser l'importation détaxée des marchandises offertes par les groupes de la diaspora et les migrants dans un but de développement</p>
---	--	--	--

Le tableau ci-dessus met en exergue un certain nombre de points fondamentaux :

- Les gouvernements du pays d'origine et du pays d'accueil jouent tous deux un rôle vital dans la création d'un environnement porteur, qui permettra aux diasporas et aux migrants d'optimiser l'impact de leurs activités sur le développement. Notre époque internationale exige davantage d'initiatives politiques 'intégrées'. Par exemple, les performances des entreprises appartenant à des minorités, situées en règle générale dans des quartiers urbains à forte densité de population immigrée, sont une matière qui intéresse tout autant le ministère du commerce et de l'industrie que le ministère (et le pouvoir local) responsable de l'intégration ou encore le ministère du développement, soucieux d'éradiquer la pauvreté en intensifiant notamment les échanges commerciaux et les exportations.
- Le secteur privé a un rôle vital à jouer dans différents aspects permettant de faciliter l'activité de la diaspora et des migrants.
- Les gouvernements des pays d'origine doivent réévaluer leurs cadres politiques de développement (par ex. les stratégies de réduction de la pauvreté) afin de tenir pleinement compte des opportunités créées par les activités de la diaspora et des migrants.¹¹

¹¹ Le gouvernement du Ghana considère les Ghanéens non-résidents comme une source de fonds potentielle pour alimenter la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) au Ghana et d'autres programmes liés à la pauvreté. La stratégie financière de réduction de la pauvreté au Ghana identifie des mécanismes financiers innovants tels que la contribution des Ghanéens non-résidents à un fonds de réduction de la pauvreté de ces GNR. (Source : communication personnelle, Michael Boampong, Young People We Care, Ghana)

Quelques exemples concrets

Voici quelques exemples relatifs au déploiement des ressources, des compétences et des connaissances, à l'organisation, à la politique et au pouvoir, ainsi que des exemples d'incitants destinés à renforcer les capacités :

- Ces dix dernières années, IntEnt, basé aux Pays-Bas, a soutenu près de 2 000 entrepreneurs de la diaspora et migrants originaires du Surinam, du Ghana, du Maroc, des Antilles néerlandaises et de Turquie. Il a ainsi mobilisé €12,5 millions destinés à créer 200 entreprises qui occupent 840 personnes dans les pays d'origine. Actuellement, IntEnt recherche un financement supplémentaire pour reproduire le programme dans d'autres pays européens.
- En 2005, Voluntary Service Overseas (VSO), une organisation bénévole basée au Royaume-Uni, a lancé une initiative de bénévolat auprès de la diaspora. À ce jour, VSO a apporté une assistance technique et financière à cinq organisations de la diaspora, dans le but de mettre en place ou de renforcer des programmes de bénévolat et d'envoyer plus de 100 volontaires dans quatre pays d'Afrique et d'Asie. Quelque 50 organisations de la diaspora ont contacté VSO pour bénéficier d'un soutien. Par ailleurs, VSO a fait pression sur le gouvernement britannique pour qu'il prenne des dispositions financières en faveur du bénévolat de la diaspora.
- Kacoke Madit (KM) est une organisation de la diaspora basée au Royaume-Uni, qui a été constituée en 1997. Elle se compose de migrants originaires du nord de l'Ouganda qui s'inquiétaient du conflit dans leur région d'origine (à une époque où certains Ougandais du nord appartenant à la diaspora étaient soupçonnés de soutenir le conflit depuis l'étranger). En 1999, KM a formé un partenariat avec une ONG internationale, Conciliation Resources. D'après KM, cette collaboration « permet une relation constructive qui a mis KM en mesure de développer ses propres capacités et de consolider son rôle de soutien à des intermédiaires et à ses partenaires.¹² »
- En 2003, le ministère britannique du développement international (DFID) a négocié avec des groupes et des individus de la diaspora afin de créer un organisme de coordination, Connections for Development (CfD). Au Royaume-Uni, cet organisme rassemble autour d'un intérêt partagé pour le développement international des groupes très divers de la diaspora, des migrants, des noirs et des associations, des communautés et des personnes issues de minorités ethniques. Le CfD a signé avec le DFID un contrat de subvention stratégique de trois ans dont le but premier est de favoriser une interaction de meilleure qualité et bien informée entre le DFID et les membres du CfD. En juin 2007, le DFID a demandé à des évaluateurs externes indépendants d'évaluer les progrès du CfD et de déterminer s'il fallait poursuivre la relation de financement. Le CfD compte à ce jour 400 membres. L'organisation a mobilisé des membres et des parties prenantes en réponse aux débats politiques internationaux actuels. En voici quelques exemples : a) le

¹² <http://www.c-r.org/our-work/accord/northern-uganda/kacoke-madit.php>.

Dialogue de haut niveau de l'ONU sur les migrations internationales et le développement (2006) ; b) la préparation de la journée de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement (2007) ; c) le dialogue interculturel sur les migrations et le rôle des migrants organisé par le Conseil de l'Europe (2007) ; d) la recherche en collaboration avec l'institut Panos sur la migration et le développement (2006-08) ; et e) les consultations du DFID à propos des plans d'action nationaux éthiopiens et pakistanais (2007)¹³.

- En 2001, la Fondation AFFORD basée à Londres (African Foundation for Development) s'est associée au Birkbeck College, Université de Londres, afin d'organiser le premier programme d'études britannique sur le développement qui se penche sur le rôle et la participation de la diaspora africaine au développement de l'Afrique. La Fondation AFFORD s'est également associée avec le Fahamu, basé à Oxford, afin de proposer un cours souple et innovant sur la collecte de fonds et la mobilisation des ressources, à l'intention des organisations de la diaspora et des migrants. AFFORD vient d'élaborer un modèle de soutien au développement des entreprises dans les pays d'Afrique, qui puise dans les ressources de la diaspora. Ce modèle permet de favoriser des associations locales à faible capitalisation et d'autres associations du même type.
- Créée aux États-Unis en 2005, la African Federation, Inc s'est lancée dans une série de consultations sur tout le territoire américain dans le but de créer un cadre de soutien au renforcement des capacités des organisations d'immigrés africains.
- En 2003, le Ghana a promulgué des lois autorisant la double nationalité et quelque 2 400 Ghanéens non-résidents ont saisi cette opportunité. Le Ghana a également permis à des personnes ayant une origine africaine plus lointaine mais sans lien direct identifiable avec le Ghana (par ex. des Afro-américains) de demander la nationalité ghanéenne et de bénéficier de droits.
- Oxfam Novib cherche à aider les organisations de la diaspora à se faire entendre dans les processus de prise de décisions concernant la coopération au développement. Pour ce faire, Oxfam Novib stimule la création d'alliances nationales, régionales et internationales entre des organisations de la diaspora et de migrants. À ce jour, Oxfam Novib a contribué à la formation des organisations suivantes : Sudan Civil Society Forum (42 organisations soudanaises membres) ; ENNOS (réseau de 15 organisations éthiopiennes), Multicultural Women Peacemakers Network (18 organisations de femmes migrantes de différentes nationalités mais principalement originaires de régions en situation de conflit et de post-conflit), qui participent à des activités de construction de la

¹³ Le CfD a également organisé des consultations lors de la consultation 2007 du DFID sur le bénévolat de la diaspora et il en prévoit une autre à propos des questions relatives aux Caraïbes. Le CfD a invité des groupes de la diaspora et des migrants africains à préparer une réponse à la stratégie commune UE-Afrique le 29 mai 2007. Voir d'autres exemples sur www.cfdntwork.co.uk.

paix aux Pays-Bas et dans leur pays d'origine ; MIND (Initiatives de développement des femmes migrantes aux Pays-Bas), qui se concentre sur l'intégration de la dimension de genre et sur la justice économique pour les femmes ; et le Diaspora Forum for Development (DFD), un réseau de 26 organisations de migrants représentant 17 pays¹⁴.

- Oxfam Novib a aussi financé des projets mis en œuvre par deux grandes organisations de développement de la diaspora et de migrants, basées aux Pays-Bas : la fondation DIR (Éthiopie et Pays-Bas, €300 000 sur trois ans, 2007-2010) et Himilo Relief and Development Aid (HIRDA, Somalie et Pays-Bas, €600 000, 2005-2007). DIR gère un café éthiopien à Amsterdam, le projet Buna Bet Ethiopian Coffee, pour lequel il a obtenu un soutien considérable de la part de plusieurs organismes de financement néerlandais (Skan Fonds, Stichting Doen, VSB Bonds ainsi qu'Oxfam Novib). Il a aussi bénéficié d'une assistance technique émanant de fondations qui épaulent les nouveaux entrepreneurs (Start Foundation et GAK) et de l'aide de plusieurs entreprises du secteur privé (dont des sociétés de graphisme, de comptabilité et de marketing).

- Constitué en 1986 à Marseille, dans le sud de la France, Migrations & Développement soutient toute une série d'organisations informelles, semi-formelles et officielles, composées de groupes de la diaspora et de migrants marocains (y compris des jeunes Français d'origine marocaine). Son but est d'obtenir un soutien au bénéfice de leurs villages d'origine au Maroc. À ce jour, plus de 1 000 migrants et membres de la diaspora ont contribué financièrement à différents projets et 300 d'entre eux ont directement participé à leur mise en œuvre qui a bénéficié à plus de 50 000 personnes au Maroc. L'un des aboutissements a été la formation d'un réseau entre la France/l'Europe et le Maroc. Aujourd'hui, quelque 150 associations villageoises sont responsables de la surveillance des projets. Il s'agit de structures démocratiques qui permettent à tous les résidents de s'exprimer, en particulier les femmes. Ces associations combinent des connaissances traditionnelles, des techniques et des idées importées de la diaspora et des migrants, et le dynamisme de la jeunesse.¹⁵

- Des acteurs de la diaspora / migrants au Royaume-Uni étaient en première ligne de la campagne de la RemitAid¹⁶ qui revendiquait un allègement fiscal pour les transferts de fonds collectifs destinés au développement international. L'infrastructure de la RemitAid est destinée à soutenir des initiatives de développement lancées par la diaspora et les migrants, grâce à un fonds commun constitué par les remboursements d'impôts relatifs aux transferts de fonds (analogue au système de déduction fiscale applicable aux dons nationaux).

¹⁴ Mémo de Leila Rispens-Noel, Program Officer, Oxfam Novib, Linkis/Migration and Development, juin 2007.

¹⁵ Communication personnelle avec Jacques Ould Aoudia de Migrations & Développement, juin 2007.

¹⁶ La communication de la société civile de la diaspora britannique au Forum mondial sur la migration et le développement (2007) expose en détail le concept de la RemitAid. Voir www.cfdnetwork.co.uk. Voir aussi www.RemitAid.org.

- Le Philippine Consortium on migration and development (Philcomdev) est un réseau qui s'est constitué récemment. Il comprend des organisations de migrants et des organisations familiales, des ONG, des coopératives, des organisations de microfinance, des entreprises sociales, des syndicats, des réseaux aux Philippines comme à l'étranger, qui tous travaillent à la thématique de la migration et du développement. L'objectif vise à mettre en place une stratégie qui permettra d'accroître les ressources de la diaspora destinées au développement¹⁷.

Quelques facteurs de succès ?

Parmi ces initiatives, celles qui ont remporté le plus de succès sont celles qui répondaient à une demande de la diaspora et des migrants et qui tiraient parti de leurs forces et de leur enthousiasme au lieu de les obliger à mettre en œuvre des programmes qui n'étaient pas les leurs. Les diasporas et les migrants qualifiés lancent fréquemment des initiatives informelles et ponctuelles de partage des compétences, lorsqu'ils visitent leur région d'origine, par exemple. Le soutien au renforcement des capacités apporte une valeur ajoutée et une structure à l'élément ponctuel et le rattache à des structures plus larges.

Les organisations traditionnelles qui ont mobilisé avec succès des organisations de la diaspora et des migrants semblent avoir fait preuve d'une vision de leadership et d'un engagement, combinés à des capacités opérationnelles et à une bonne compréhension du travail avec des groupes de la diaspora et des migrants, afin de fournir des résultats aux cadres moyens (souvent par l'entremise du personnel de l'organisation originaire de la diaspora).

Un autre facteur de succès possible a été le fait de se concentrer sur des résultats de développement clairs et sur les objectifs du partenariat (tant en termes de renforcement des capacités que sur le plan de l'impact du développement sur la vie des gens).

Ces exemples semblent concorder avec ce qu'affirme le Overseas Development Institute quand il suggère que la réussite du renforcement des capacités dépend « d'un soutien à long terme fondé sur un partenariat stratégique, une cohérence et une coordination entre les acteurs qui proposent un renforcement des capacités et ceux dont les capacités sont renforcées. » De plus, « la question des rôles et de la manière dont ils sont négociés est extrêmement importante pour le renforcement des capacités. »

Conclusion et questions

Les exemples ci-dessus nous ont permis d'identifier des facteurs de succès et des défis. Ce qui nous amène à une constatation : le renforcement des capacités est important pour maximiser la contribution des diasporas au développement et il devrait comprendre les éléments suivants (par ordre de priorité) :

¹⁷Extrait du forum de discussion en ligne de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement, <http://www.gfmd-civil-society.org/index.html?current=13&page=13&page2=13&lang=en>.

• Il est probable qu'une augmentation du travail en réseau des groupes de la diaspora et des migrants et la formation de structures de soutien mutuel ne seront possibles que si les organisations de la diaspora et les migrants prennent la responsabilité de développer tout l'éventail de leurs capacités, en fonction de ce qu'ils désirent et de la manière dont ils souhaitent y parvenir. Fondamentalement, il s'agit d'abord et avant tout d'un défi en termes de leadership et de management. Les diasporas et les migrants ne seront à même de réaliser leur plein potentiel que s'ils relèvent ce défi de leadership et de management. Voici quelques-unes des questions qui se posent : **Quelles sont les formes les plus appropriées de développement du leadership qui permettront à la diaspora et aux migrants de réaliser leur plein potentiel ? Quelles institutions sont les mieux à même de faciliter ce type de développement du leadership et du management ?**

• Les communautés de la diaspora et de migrants seront à même de reconnaître leurs forces extraordinaires si elles conjuguent leurs efforts et collaborent avec d'autres diasporas et d'autres migrants aux niveaux national, régional et mondial. Par conséquent, voici la seconde priorité et recommandation pour les groupes de la diaspora et les migrants : construire, en partant de la base, des structures qui leur permettent de partager des idées, des enseignements, des ressources et des stratégies avec d'autres diasporas et migrants, le but étant de pouvoir, ensemble, façonner l'agenda, influencer les politiques et mobiliser les ressources dont ils ont besoin pour changer durablement leur vie et la vie de leurs concitoyens dans leur région d'origine. À cet égard, il faudrait continuer à étudier la coopération à la lumière de la journée de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement et des réunions des prochaines années. La question immédiate qui se pose est de savoir **comment les groupes de la diaspora et les migrants peuvent utiliser la journée de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement pour débattre de cette question et tracer les grandes lignes qui leur permettront d'aller de l'avant. Quel est un objectif réaliste pour l'année prochaine qui aboutira au prochain forum aux Philippines ?**

La mise en place d'une coopérative de crédit pourrait offrir une plate-forme institutionnelle qui rassemblerait l'ensemble des groupes de la diaspora et des migrants associés à une région. Ils recourraient à cette plateforme pour renforcer les liens entre les communautés de la diaspora et les gouvernements des pays d'origine. Les gouvernements des pays d'origine, les organisations multilatérales et les fondations intéressés par un rapprochement entre les communautés de la diaspora et les gouvernements des pays d'origine dans le but d'accélérer le développement, de s'attaquer à la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie, devraient soutenir de telles initiatives. Ainsi, les communautés de la diaspora seraient encouragées à fournir des efforts de construction de la nation dans le but d'atteindre un nouveau niveau d'efficacité et de compétence.

• Nous recommandons aux gouvernements et aux bailleurs de fonds d'affecter des fonds importants aux diasporas et aux migrants pour qu'ils participent au développement en vivant leur vie internationale et en élargissant les types de contributions qu'ils effectuent déjà. Bien qu'il s'agisse de fonds publics qu'il faut gérer avec toute la probité et la transparence voulues et dans

le respect de la légalité que l'on attend de tels fonds, il est important que les critères d'accès aux fonds aillent dans le sens et non à l'encontre des dispositions naturelles des diasporas et des migrants. Les fonds ne devraient pas obliger les candidats de la diaspora/migrants à se contorsionner pour correspondre aux normes habituelles des pratiques professionnelles traditionnelles en matière de développement (ce qui est le cas de la grande majorité des mécanismes de financement actuels). Il est possible d'identifier des résultats des produits et des processus qui soient justifiables en termes de politique publique et auxquels les groupes de la diaspora et de migrants puissent tenter de satisfaire. Dans la mesure où ces groupes ont effectivement besoin de davantage de ressources et de soutien pour renforcer leurs capacités, les bailleurs de fonds pourraient expérimenter des systèmes de coupons qui leur permettraient d'acheter ce dont ils ont besoin auprès des fournisseurs les mieux placés pour leur offrir un renforcement des capacités. **Quels sont les obstacles qui empêchent actuellement les bailleurs de fonds d'instaurer ces mécanismes de financement ? Les bailleurs de fonds peuvent-ils mettre en place des systèmes de coupons qui permettront aux groupes de la diaspora et aux migrants d'acquérir ce dont ils ont besoin pour renforcer leurs capacités ? Les bailleurs de fonds peuvent-ils travailler avec des réseaux de la diaspora / migrants et avec des organismes de coordination bien implantés afin de gérer ces fonds et ces programmes ?**

Les gouvernements – des pays expéditeurs et destinataires – doivent reconnaître le rôle central qu'ils jouent dans la création d'environnements porteurs dans lesquels les diasporas et les migrants peuvent réaliser leur désir d'influencer de manière significative le développement. Un exemple est la création de programmes d'intégration dans les pays destinataires, qui aident les migrants à relever des défis tels que l'analphabétisme et à devenir des investisseurs ayant davantage confiance dans leur pays d'origine. Les pays d'origine et les pays expéditeurs pourraient intégrer des programmes de promotion des investissements axés sur leurs diasporas et leurs migrants respectifs, en utilisant plus efficacement leurs missions diplomatiques dans les pays d'accueil.

• Bien qu'ils aient tendance à ne pas se présenter sous ce jour, les diasporas et les migrants sont des acteurs actifs du développement de leur pays d'origine, qu'ils agissent individuellement ou collectivement. Bien que ce thème de discussion suscite à présent de l'intérêt, ce phénomène n'est ni neuf ni insignifiant. Ensemble, les migrants ont trouvé le moyen de mobiliser et de déplacer chaque année des milliards de dollars dans le monde, de soutenir des ménages, des communautés, des écoles et des hôpitaux, dans les périodes fastes comme dans les périodes difficiles. Par conséquent, ils ne manquent certainement pas de capacités.

Pourtant, les diasporas et les migrants ont la possibilité d'accroître considérablement l'impact de leurs efforts, mais cela ne se fera probablement que s'ils peuvent travailler efficacement avec d'autres acteurs tels que les gouvernements (des pays d'accueil et d'origine), la société civile et le secteur privé. Les diasporas, les migrants et les ONG qui travaillent dans le domaine du développement sont des partenaires tout naturels.

•Il existe un consensus croissant quant au fait que des emplois vitaux et des économies dynamiques, qui sont essentiels pour réduire la pauvreté et mener à bien le développement, sont impossibles sans une participation active des entreprises, qui doivent investir dans le monde en développement, transférer des compétences, des technologies et un savoir-faire managérial. Sans les obliger à porter le fardeau du secteur du développement, il est possible d'envisager la formation de partenariats entre les entreprises et la diaspora / les migrants. Ces partenariats auront un impact sur le développement des régions d'origine des migrants. Voici donc la troisième priorité et recommandation pour les diasporas et les migrants : explorer des partenariats et une collaboration avec des « partenaires inhabituels » avec lesquels ils pourraient atteindre des résultats « gagnant/gagnant ». **Comment les diasporas et les migrants peuvent-ils former de nouvelles alliances avec des entreprises et d'autres acteurs non-traditionnels du développement ? Quelle est la base des stratégies gagnant/gagnant ?**

Dans le cadre de leurs stratégies d'approfondissement de leur engagement dans les pays en développement où ils opèrent, par exemple, par des initiatives relatives à la chaîne d'approvisionnement / de valeur visant à renforcer les entreprises locales, la responsabilité sociale des entreprises, etc., les entreprises pourraient s'associer avec des organisations de la diaspora et des migrants originaires de ces régions.

•Une recommandation aux parties prenantes désireuses de mettre en œuvre des programmes en collaboration avec des organisations de la diaspora et de migrants est de les considérer comme des co-proprétaires et de les impliquer dans la planification, l'identification, l'exécution, le contrôle et l'évaluation des projets.

Un certain nombre d'ONG traditionnelles ont pris la tête des efforts visant à collaborer avec des groupes de la diaspora et de migrants, et ce d'une façon qui semble correspondre aux idéaux de partenariat, de réciprocité et de renforcement des capacités. Cependant, ces efforts sont relativement récents et rares sont les organisations qui ont évalué ce travail. Il s'agit donc là d'une priorité urgente et de notre dernière recommandation. Voici quelques questions importantes : **Quels types d'interventions sont les plus efficaces pour renforcer les capacités ? Où les organisations traditionnelles peuvent-elles apporter une valeur ajoutée aux diasporas et aux migrants et vice-versa ?**

Quelle que soit la constellation des partenaires, la question centrale est la suivante : que peuvent-ils réaliser ensemble ? Ce n'est que lorsque nous aurons une réponse claire à cette question que nous pourrons en aborder d'autres qui porteront sur les formes de renforcement des capacités nécessaires aux différents acteurs pour leur permettre d'atteindre ces résultats.

Document revu par:

Jennifer Brinkerhoff (George Washington University, Etats Unis), Leila Rispens-Noel (OXFAM-NOVIB, Pays-Bas), Betty Okot (Connections for Development, Royaume Uni) Jacques Ould Aoudia (Migrations & Développement, France), Fred Oladeinde (Western Hemisphere African Diaspora Network, Etats Unis), Michael Boampong (Young People We Care, Ghana)

Les points de vue présentés ici ne sont pas ceux de la Fondation Roi Baudouin. Ce document a été écrit par Chukwu Emeka-Chickezie, AFFORD (African Foundation for Development), Royaume Uni, sur la base d'une note conceptuelle développée par la Fondation Roi Baudouin; il intègre quelques-unes des conclusions des discussions en ligne organisées, du 14 mai au 3 juin 2007, en préparation à la Journée de la Société Civile. Ce document a été revu par les personnes mentionnées ci-dessus. Elles ont veillé à ce que les points de vue des différents acteurs de la société civile soient reflétés. L'objectif est d'informer et de faciliter les discussions de cette première rencontre du Forum Global sur la Migration et le Développement. Il se base sur des sources diverses et ne prétend pas être exhaustif. Toute reproduction, totale ou partielle, de ce document doit obligatoirement en mentionner la source.

La Journée de la Société civile est organisée à la demande et avec le soutien du gouvernement belge. Elle bénéficie également du soutien de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de la Fondation Roi Baudouin, du gouvernement norvégien, du gouvernement suédois et de la Ford Foundation.